



Publié sur *Marianne* (<http://www.marianne.net>)

[Accueil](#) > "L'Allemagne veut évincer la Grèce pour imposer une zone euro disciplinaire"

Il a osé le dire

## "L'Allemagne veut évincer la Grèce pour imposer une zone euro disciplinaire"

Samedi 11 Juillet 2015 à 13:40

Magazine Marianne

"L'Allemagne veut évincer la Grèce pour imposer une zone euro disciplinaire"

Alors que la Vouli, le Parlement grec, par 251 votes sur 300, vient d'apporter son soutien à Alexis Tsipras pour son plan proposé à l'Eurogroupe, Yanis Varoufakis, son ancien ministre des Finances, publie une tribune dans "The Guardian". Il y fustige habilement et sans détour l'attitude du gouvernement allemand dans la gestion de la crise grecque.



Kunihiko Miura/AP/SIPA

A peine parti du gouvernement Syriza, Yanis Varoufakis, l'ancien ministre des Finances d'Alexis Tsipras, l'économiste à bécane qui a défrisé plus d'un membre de l'Eurogroupe, refait parler de lui. Dans une longue tribune publiée vendredi soir dans *The Guardian* et intitulée « L'Allemagne ne veut pas abrégé les souffrances de la Grèce – elle a intérêt à nous briser », ce proche du Premier ministre grec, analyse l'attitude du gouvernement Merkel.

Et Varoufakis, fidèle à sa légende, ne mâche pas ses mots. « *Le drame financier de la Grèce, commence-t-il, a dominé les gros titres pendant cinq ans pour une raison : le refus obstiné de nos créanciers d'un allègement essentiel de la dette.* » Et d'embrayer aussi sec « *Pourquoi, contre le sens commun, contre le verdict du FMI et contre les pratiques quotidiennes des banquiers face à des débiteurs en difficulté, résistent-ils à une restructuration de la dette ? La réponse ne peut être trouvée dans l'économie* ».

Pour Varoufakis, les plus fervents partisans d'un remboursement de la dette grecque ne basent pas leur réflexion sur des motifs économiques. Car l'Europe, lorsque la crise grecque démarre, avait deux options selon lui . Soit « *une restructuration de la dette [qui] aurait impliqué des pertes pour les banques sur leurs holdings* ». Ou bien alors une autre solution, choisie contre toute logique : « *Le renflouement des banques françaises et allemandes exposées à la dette publique grecque, (...) un transfert cynique des pertes privées irrémédiables sur les épaules des contribuables* ».

Et en choisissant cette voie des plans de « sauvetage » à répétition accompagnés de prêts, les dirigeants de la zone euro ont imposé à la Grèce une cure d'austérité sauvage, faisant plonger son PIB et déclenchant une « crise humanitaire » sans précédent : « *Il suffit de l'expertise mathématique d'un enfant de 8 ans pour savoir que ce processus ne pouvait pas bien finir* », dénonce Varoufakis. Car pour lui, ce choix n'a eu finalement qu'un seul but : « *Une fois que l'opération sordide était complète, l'Europe avait automatiquement acquis une autre raison de refuser de discuter de la restructuration de la dette : cela allait frapper au portefeuille les citoyens européens !* ».

En somme, Varoufakis voit la mise en place d'un chantage imposé aux habitants de la zone euro en général, et aux citoyens de notre pays en particulier : « *Soudainement, l'insoutenable dette publique grecque, sans laquelle le risque de Grexit se serait estompé, a acquis une nouvelle utilité pour Schäuble (...) Ma conviction est que le ministre allemand des Finances veut que la Grèce soit évincée de la monnaie unique pour susciter une crainte de tous les diables chez les Français et leur faire accepter son modèle d'une zone euro disciplinaire* », lâche-t-il comme un coup de semonce.

Cette tribune nous éclaire à quelques heures du sommet européen (celui de la « dernière chance » nous dit-on, une nouvelle fois) durant lequel les dirigeants de la zone euro devront statuer sur le sort de la Grèce. Les membres de l'Eurogroupe, ces dernières semaines, ont plusieurs fois avancé l'idée que le débat sur une éventuelle restructuration de la dette grecque — ce que le FMI appelle maintenant de ses vœux — interviendrait une fois une liste de réformes bouclée. Ce qu'Alexis Tsipras a fait. Quitte à faire tanguer son propre camp. Le gouvernement grec est donc tout à fait légitime pour réclamer que les discussions s'ouvrent enfin sur le sujet de la dette.

Si l'Allemagne s'obstine à vouloir imposer sa domination, comme le décrit très habilement Varoufakis, et si dimanche, aucun accord n'est donc obtenu à cause d'un blocage sur question de la dette, alors ce sera à nos voisins germains d'assumer leur responsabilité : celle d'avoir poussé vers la sortie la Grèce. Quant aux dirigeants des pays restants, dont ceux de la France, ils devront s'interroger d'urgence sur la servitude suicidaire dont ils font preuve à l'égard de l'Allemagne...